Zeitschrift: Bulletin des lois, décrets et ordonnances du canton de Berne

Herausgeber: Chancellerie d'État du canton de Berne

Band: 8 (1838)

Rubrik: Février 1838

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 20.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Quoiqu'il ne résulte pas toujours des conséquences fâcheuses de la publication provisoire des bans d'un étranger, du moment que celui-ci se trouve en possession du permis nécessaire pour faire bénir son mariage, il est cependant dans l'intérêt d'une bonne administration que les lois existantes soient exécutées d'une manière exacte et uniforme.

En conséquence, vous êtes chargé de transmettre copie de la présente circulaire à tous les membres du clergé de votre district, en leur rappelant les dispositions cidessus concernant la publication des mariages qui ont besoin d'être autorisés, et en les invitant à s'y conformer strictement.

Berne, le 5 février 1838.

L'Avoyer, TSCHARNER.

Le second Secrétaire d'Etat,
M. DE STÜRLER.

BRARRÂ

entre le Grand-Duché de Meklenbourg-Schwerin et la Confédération suisse, pour l'abolition réciproque de la Traite foraine et des Droits de détraction.

(5 février 1838.)



Le Directoire fédéral, au nom de la Confédération, a conclu avec le Gouvernement du Grand-Duché de Meklenbourg - Schwerin, pour l'abolition réciproque et générale des droits qui pèsent sur l'exportation des biens, la convention dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Tous les droits de détraction perçus jusqu'à présent, sous quelque dénomination que ce soit, sur les biens exportés de la Confédération suisse dans le Grand-Duché de Meklenbourg - Schwerin, ou réciproquement du Grand-Duché de Meklenbourg-Schwerin dans la Confédération suisse, seront entièrement supprimés entre les deux Etats, sans aucune distinction, soit que les biens s'exportent par émigration licite, achat, échange, donation, succession, soit que l'exportation ait lieu de toute autre manière.

ART. 2.

Sont néanmoins exceptés de cette suppression les droits déjà établis ou qui pourraient l'être, dans l'un ou l'autre Etat, sur les ventes échanges, successions, legs ou donations, et qui, ne concernant point les exportations de biens, seraient également acquittés par les ressortissants ou sujets des deux Etats contractants.

ART. 3.

Le présent traité s'étend à tout le territoire des deux Etats.

ART. 4.

D'après ce principe, il ne sera fait aucune différence entre les retenues qui ont été jusqu'à présent versées dans les caisses de l'Etat, et celles qui ont été dévolues à des seigneuries, à des seigneurs fonciers, à des particuliers ou à des corporations; en conséquence, tous les droits de détraction et retenue privés sont également abolis dans les deux Etats.

ART. 5.

Du reste, dans l'application de la présente convention, on n'aura égard ni au jour de l'échéance des biens, ni à celui où la permission d'émigrer a été donnée, mais uniquement au jour où l'exportation des biens aura effectivement lieu; en sorte que, du moment où la convention de libre exportation entrera en vigueur, les biens déjà dévolus antérieurement, mais non encore exportés, devront être considérés comme exempts de tous droits de détraction.

ART. 6.

Le présent traité, fait au nom de la Confédération et du Grand-Duché de Meklenbourg-Schwerin, en deux expéditions conformes, sera échangé, puis publié et mis à exécution dans les deux Etats.

Lucerne, le 14 juillet 1837.

Au nom des Avoyer et Conseil-d'Etat du canton de Lucerne, Directoire fédéral,

L'Avoyer,

(L. S.)

J. K. AMRHYN.

Le Chancelier de la Confédération, Am Rhyn.

Pour copie conforme,

Le Chancelier de la Confédération,

Am Rhyn.

DÉCLABARON

du Gouvernement du Grand-Duché de Meklenbourg-Schwerin.

(5 février 1838.)

Le Gouvernement du Grand-Duché de Meklenbourg-Schwerin a conclu avec le Directoire fédéral, agissant au nom de la Confédération, pour l'abolition réciproque et générale des droits qui pèsent sur l'exportation des biens, la convention dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Tous les droits de détraction perçus jusqu'à présent sous quelque dénomination que ce soit, sur les biens exportés du Grand-Duché de Meklenbourg-Schwerin dans la Confédération suisse, ou réciproquement de la Confédération suisse dans le Grand-Duché de Meklenbourg-Schwerin, seront entièrement supprimés entre les deux Etats, sans aucune distinction, soit que les biens s'exportent par émigration licite, achat, échange, donation, succession, soit que l'exportation ait lieu de toute autre manière.

ART. 2.

Sont néanmoins exceptés de cette suppression les droits déjà établis ou qui pourraient l'être dans l'un ou l'autre Etat, sur les ventes, échanges, successions, legs ou donations, et qui, ne concernant point les exportations de biens, seraient également acquittés par les ressortissants ou sujets des deux Etats contractants.

ART. 3.

Le présent traité s'étend à tout le territoire des deux Etats.

ART. 4.

D'après ce principe, il ne sera fait aucune différence entre les retenues qui ont été versées jusqu'à présent dans les caisses de l'Etat, et celles qui ont été dévolues à des seigneuries, à des seigneurs fonciers, à des particuliers, ou à des corporations; en conséquence, tous les droits de détraction et retenue privés sont également abolis dans les deux Etats.

ART. 5.

Du reste, dans l'application de la présente convention, on n'aura égard ni 'au jour de l'échéance des biens, ni à celui où la permission d'émigrer a été donnée, mais uniquement au jour où l'exportation des biens aura effectivement lieu; en sorte que, du moment où la convention de libre exportation entrera en vigueur, les biens déjà dévolus antérieurement, mais non encore exportés, devront être considérés comme exempts de tous droits de détraction.

ART. 6.

La présente déclaration, qui sera échangée contre une déclaration de même teneur expédiée au nom de la Confédération suisse, deviendra valable et exécutoire dans les deux Etats, à dater du jour où l'échange aura eu lieu, et sera en outre rendue publique.

Schwerin, le 10 janvier 1837.

Le ministre intime du Grand-Duc de Meklenbourg, (L. S.) DE PLESSEN.

Pour copie conforme,

Le Chancelier de la Confédération,

Am Rhyn.

DÉCRET DE PROMULGATION.

(5 février 1838.)

NOUS,

AVOYER ET MEMBRES DU CONSEIL - EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE DE BERNE,

ORDONNONS CE QUI SUIT :

Les précédentes déclarations pour l'abolition réciproque de la traite foraine et des droits de détraction entre la Contédération suisse et le Grand-Duché de Meklen-bourg-Schwerin, échangées à Vienne le 22 décembre 1837, entre les agents diplomatiques des deux Etats respectifs, et auxquelles la députation de Berne à la Diète de l'année dernière a adhéré, au nom de cet Etat, en vertu de l'instruction reçue du Grand-Conseil le 9 mai 1837, seront dès à présent exécutoires dans notre

Canton, et insérées pour la direction de chacun au Bulletin des lois et décrets.

Berne, le 5 février 1838.

L'Avoyer, TSCHARNER.

Le second Secrétaire d'Etat, M. de Sturler.

BRABRÉ

entre la Confédération suisse et le Grand-Duché d'Oldenbourg, pour l'abolition réciproque de la Traite foraine et des Droits de détraction.

(5 février 1858.)

DÉCLARATION DU DIRECTOIRE FÉDÉRAL.

Le Directoire fédéral, au nom de la Confédération, a conclu avec le Gouvernement du Grand-Duché d'Olden-bourg, pour l'abolition réciproque et générale des droits qui pèsent sur l'exportation des biens, la convention dont la teneur suit:

ARTICLE PREMIER.

Tous les droits de détraction perçus jusqu'à présent sous quelque dénomination que ce soit, sur les biens exportés de la Confédération suisse dans le Grand-Duché d'Oldenbourg, ou réciproquement du Grand-Duché d'Oldenbourg dans la Confédération suisse, seront entièrement supprimés entre les deux Etats, sans aucune distinction, soit que les biens s'exportent par émigration licite, achat, échange, donation, succession, soit que l'exportation ait lieu de toute autre manière.

ART. 2.

Sont néanmoins exceptés de cette suppression les droits déjà établis ou qui pourraient l'être, dans l'un ou l'autre Etat, sur les ventes, échanges, successions, legs ou donations, et qui, ne concernant point les exportations de biens, seraient également acquittés par les ressortissants ou sujets des deux Etats contractants.

ART. 3.

Le présent traité s'étend à tout le territoire des deux Etats.

ART. 4.

D'après ce principe, il ne sera fait aucune différence entre les retenues qui ont été jusqu'à présent versées dans les caisses de l'Etat, et celles qui ont été dévolues à des seigneuries, à des seigneurs fonciers, à des particuliers ou à des corporations; en conséquence, tous les droits de détraction et retenue privés sont également abolis dans les deux Etats.

ART. 5.

Du reste, dans l'application de la présente convention, on n'aura égard ni au jour de l'échéance des biens, ni à celui où la permission d'émigrer a été donnée, mais uniquement au jour où l'exportation des biens aura effectivement lieu; en sorte que, du moment où la convention de libre exportation entrera en vigueur, les biens

déjà dévolus antérieurement, mais non encore exportés, devront être considérés comme exempts de tous droits de détraction.

ART. 6.

Le présent traité, fait au nom de la Confédération suisse et du Grand-Duché d'Oldenbourg en deux expéditions conformes, sera échangé, puis publié et mis à exécution dans les deux Etats.

Lucerne, le 14 juillet 1837.

Au nom des Avoyer et Conseil-d'Etat du canton de Lucerne, Directoire fédéral,

L'Avoyer,

(L. S.)

J.-K. AMRHYN.

Le Chancelier de la Confédération,
Am Rhyn.

Pour copie conforme:

Le Chancelier de la Confédération, Am Rhyn.

DÉCLARATION

du Ministre d'Etat et de Cabinet du Grand - Duc d'Oldenbourg.

(5 février 1838.)

90≪⊕0€

Le ministre d'Etat et de cabinet du Grand-Duc d'Oldenbourg, autorisé par son Altesse royale, a conclu avec le Directoire fédéral, agissant au nom de la Confédération, pour l'abolition réciproque et générale des droits qui pèsent sur l'exportation des biens, la convention dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Tous les droits de détraction perçus jusqu'à présent, sous quelque dénomination que ce soit, sur les biens exportés du Grand-Duché d'Oldenbourg dans la Confédération suisse, ou réciproquement de la Confédération suisse dans le Grand-Duché d'Oldenbourg, seront entièrement supprimés entre les deux Etats, sans aucune distinction, soit que les biens s'exportent par émigration licite, achat, échange, donation, succession, soit que l'exportation ait lieu de toute autre manière.

ART. 2.

Sont néanmoins exceptés de cette suppression, les droits déjà établis, ou qui pourraient l'être, dans l'un ou l'autre Etat, sur les ventes, échanges, successions, legs ou donations, et qui, ne concernant point les exportations de biens, seraient également acquittés par les ressortissants ou sujets des deux Etats contractants.

ART. 3.

Le présent traité s'étend à tout le territoire des deux Etats.

ART. 4.

D'après ce principe, il ne sera fait aucune différence entre les retenues qui ont été versées jusqu'à présent dans les caisses de l'Etat, et celles qui ont été dévolues à des seigneuries, à des seigneurs fonciers, à des particuliers ou à des corporations; en conséquence, tous les droits de détraction et retenue privés sont également abolis dans les deux Etats.

ART. 5.

Du reste, dans l'application de la présente convention, on n'aura égard ni au jour de l'échéance des biens, ni à celui où la permission d'émigrer a été donnée, mais uniquement au jour où l'exportation aura effectivement lieu; en sorte que du moment où la convention de libre exportation entrera en vigueur, les biens déjà dévolus antérieurement, mais non encore exportés, devront être considérés comme exempts de tous droits de détraction.

ART. 6.

Le présent traité, fait au nom du Gouvernement grandducal d'Oldenbourg et de la Confédération suisse, en deux expéditions conformes, sera échangé, puis publié et mis à exécution dans les deux Etats.

Oldenbourg, le 27 janvier 1837.

Ministère d'Etat et de cabinet du Grand-Duché d'Oldenbourg,

(L. S.)

DE BERG.

Pour copie conforme,

Le Chancelier de la Confédération, Am Rhyn.

DÉCRET DE PROMULGATION.

(5 février 1838.)

NOUS,

Avoyer et membres du Conseil-exécutif de la République de Berne,

ORDONNONS CE QUI SUIT :

Les précédentes déclarations pour l'abolition réciproque de la traite foraine et des droits de détraction entre la Confédération suisse et le Grand-Duché d'Oldenbourg, échangées à Vienne, le 22 décembre 1837, entre les agents diplomatiques des deux Etats respectifs, et auxquelles la députation de Berne à la Diète de l'année dernière a adhéré au nom de cet Etat, en vertu de l'instruction reçue du Grand-Conseil le 9 mai 1837, seront dès à présent exécutoires dans notre Canton, et insérées, pour la direction de chacun, au Bulletin des lois et décrets.

Berne, le 5 février 1838.

L'Avoyer, TSCHARNER.

Le second Secrétaire d'État, M. de Sturler.

ARRÂRÂ

DU CONSEIL-EXÉCUTIF

sur l'Établissement de deux Percepteurs de l'Impôt foncier dans le district des Franches-Montagnes.

(17 février 1838.)

LE CONSEIL-EXÉCUTIF

DE LA RÉPUBLIQUE DE BERNE,

Considérant que le district des Franches-Montagnes est le seul district du Jura qui, jusqu'à présent, n'ait eu qu'un percepteur de l'impôt foncier;

Considérant, d'une part, que l'étendue de ce district et la distance qui sépare les localités les unes des autres, font désirer, dans l'intérêt du service même, que la perception y soit opérée par deux employés; et, d'autre part, que la remise du percepteur actuel est suffisante pour fournir une indemnité équitable à deux employés;

ARRÊTE CE QUI SUIT:

ARTICLE PREMIER.

A partir du 1^{er} janvier 1838, il est établi deux percepteurs de l'impôt foncier pour le district des Franches-Montagnes.

Art. 2.

L'une de ces perceptions comprend les communes suivantes:

Saignelégier, Bémont, Montfaucon, Les Enfers, Montfavergier, St.-Brais, Epauvillers, Epiquerez, Soubey.

ART. 3.

La seconde perception comprend les communes suivantes:

Muriaux, Noirmont, les Bois, Peux-chapatte, Breuleux, Lachaux, Goumois, les Pommerats.

ART. 4.

Le Département des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Bulletin des lois et décrets.

Berne, le 17 février 1838.

L'Avoyer, TSCHARNER.

Le premier Secrétaire d'État, J.-F. Stapper.

GERGURAERE

DU CONSEIL-EXÉCUTIF

à tous les Préfets, concernant la délivrance des Certificats d'origine.

(21 février 183S.)

Plusieurs demandes d'informations qui nous ont été adressées, nous ont prouvé que les certificats d'origine ne se délivrent pas partout d'une manière uniforme, et que quelques autorités communales doutent qu'elles soient compétentes pour les expédier à leurs ressortissants.

A ces causes, sur le rapport de la Section de police, considérant que cet objet intéresse plus particulièrement les communes, nous avons arrêté qu'il sera remis à la prudence des conseils des communes bourgeoises, ou de délivrer eux-mêmes les actes d'origine à leurs ressortissants et de retirer les émolumens perçus jusqu'à présent pour ces actes, ou bien de confier ce soin au pasteur ou curé de la paroisse.

En conséquence, vous aurez à communiquer cetté décision tant aux pasteurs ou curés qu'aux conseils des communes bourgeoises de votre district (à quel effet vous recevrez un nombre suffisant d'exemplaires de la présente circulaire); et vous profiterez de cette occasion pour rappeler à ces derniers la circulaire du Conseil de justice du 26 juin 1831, qui ordonne expressément qu'il doit être tenu dans chaque commune bourgeoise un registre de tous les actes d'origine par eux délivrés.

Berne, le 21 février 1838.

L'Avoyer,
TSCHARNER.

Le premier Secrétaire d'Etat, J-F. Stapfer.

BUDGET

DE LA

RÉPUBLIQUE DE BERNE,

Pour l'année 1838.

RECETTES.

I. Solde actif des années précédentes.

Fr. Fr. Fr.

294,185

II. Revenus domaniaux.

A. Domaines de l'Etat.

1. Forêts. Produit des ventes de bois et d'écorces, des droits

	Fr.	Fr.	Fr.
d'afformere des farmaces droits		II.	2.1.
d'affouage, des fermages, droits d'exportation, etc.	188,221		
En outre, les forêts produisent,	100,441		
en nature, pour le service et les			
besoins de l'administration de l'É-			
tat, d'après une estimation mo-			
dérée :			
a) Bois de chauffage			
pour les salles d'au-	*		
dience des districts fr. 1,500			
b) Bois de chauffage			
et de service pour			
les fermiers des do-			
maines de l'État . 3,600			
c) Bois de chauffage			
pour les ministres			
du culte 7,400			
d) Bois de chauffage à titre de traitement,			
pour les gardes-			
forestiers, fr. 400			
e) Bois donnéaux pau-			
vres à titre de se-			
cours 30,000			
	42,500		
Produit brut des forêts	230,521		
Dont à déduire les dépenses,			
savoir:			
Traitemens : du di-			
recteur général des			
forêts (à éliminer			
par suite de la va-			
cance provisoire de	8		
la place).			
Des six inspecteurs fr. 7,800 Du secrétaire de la			
Du scoletaile de 14			
A reporter fr. 7,800	230.524		
	,		

	=	Fr.	Fr.	Fr
Report	. 7,800	230,524	a Iv	
commission des forests De 5 sous - inspecteurs, 9 brigadiersforestiers, 2 inspecteurs, 1 adjoint et 2 anciens sous-ins-	1,200			
pecteurs dans le Jura, ci Des sous - inspec- teurs de l'ancien	10,640			
canton	2,500 ²			
400 fr. en nature)	13,600			
fr	35,740			
Frais de voyage des employés fores- tiers	6,000			
nemens, canton- nemens, impôt foncier, frais de bureau, dépenses imprevues	44,162			
		85,902		
			144,619	
2. Fermages et revenu tres propriétés de l'Etat: a) Biens des châteaux, bâtimens de l'Etat, d'	terres et			
baux actuels et en n	•	95,634		*
A reporter, fr.		95,634	144,619	

ICLOUIT.	LIO.		
	Fr.	Fr.	Fr.
Report	95,651	144,619	
b) Biens du clergé, d'après les			
états	36,665		
	152,296		
A déduire les frais d'admi-	102,200		
nistration, savoir:			
a) Exploitation des do-			
maines,vignes,etc.: frais de fermage			
et d'inspection . fr. 5,500			
b) Bois d'affouage et			
de service pour les			
domaines et les fer- miers de l'État 3,600			
mers de l'Etat 5,000			
	7,100		
		125,196	
			269,815
			,
B. FIEFS ET	Dîmes.		
1. Prémices et contributions des			
communes pour le clergé		7,787	
2. Cens fonciers, après en avoir			
défalqué les déductions accordées aux censitaires par la loi du 22			
décembre 1852		100,900	
3. Lods		3,000	
4. Dimes. D'après la moyenne			
des quatre dernières années, ét ensuite des déductions accordées			
par la loi du 22 décembre 1832		184,000	
£			008.00
			295,687
A reporter, fr			56 5,502

	Fr.	Fr.	Fr.
Report			565,502
C. Impôt foncier	du Jura		
Suivant le décret du 29 décembre 1819 A déduire pour frais de perception et d'administration: a) Traitement du directeur de l'impôt foncier, d'après le décret du 6 mai 1835 Frais de bureau, commis, indemnités de voyages, impressions, etc. b) Traitement des sept contrôleurs des contributions c) Traitement de l'ingénieur-vérificateur du cadastre Le produit net de l'impôt foncier, y compris la part de l'Etat	E	5,560	
pour ses forêts et domaines, s'é- lève à			154,614
D. FERME DE LA	PÊCHE.	* . * . * . * . * . * . * . * . * . * .	
D'après les baux actuels E. Permis de c D'après leur produit pendant	HASSE.		2,500
les dernières années	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·		44,000
F. Intérêts des ca	PITAUX.		
1. Rentier des sonds étrangers:		_	
A reporter, fr			733,613

	Fr.	Fr.	Fr.
Report			
Après déduction de 2,200 fr.			200,010
de frais de perception, le revenu			
net des fonds placés à l'étranger	7		
peut être approximativement éva-			
		356,100	
2. Rentier des fonds intérieurs:			
525,887 fr. placés à 4 %, 2,250			
$\dot{a}\dot{5}\frac{1}{2}\%$, 97,764 $\dot{a}\dot{5}\%$, 71,250			
à 1% et 28,713 fr. sans intérêt,			
rapportent, après déduction de			
800 fr. pour frais d'administra-		24,225	
3. Administration des sels. In-		21,220	
térêt à 4 °/0 de son capital fixe,			
de 600,000 fr ,		24,000	
4. Administration des poudres.			
Întérêt à 4 º/0 du capital d'envi-		#	
ron 96,000 fr. qui y est employé.		3,840	
5. Banque cantonale:	V.	8	
Intérêt à 4 °/ _o de son capital de	* O OOO		
1,200,000 fr	48,000		
Intérêt des billets de banque en circulation, soit 151,696 fr.	6,068		
Plus, 1°/ _o de bénéfice sur en-	0,000		
viron 300,000 fr. de dépôts	3,000		
Bénéfice présumé du compte			
de traites et remises	3,932		
-	61,000	•	
Dont à déduire les frais d'ad-	=		
ministration, savoir:			
Traitemens:			
Du directeur fr. 3,000			
Du caissier 2,000			
Employés: secrétai-			
res, commis, copistes, garçon de caisse 3,700			
A reporter, fr. 8,700	61,000	408,465	733,615

1	RECET.	res.		
		Fr.	Fr.	Fr.
Report, fr.	8,700	61,000	408,165	733,615
Frais de bureau et d'impressions, registres ,	1,800		,	
•		10,500		
			50,500	
			•	458,665
G. PRODUIT DE LA VENTE D DIVERS	EFFETS			1,000
H. Remboursement de f justice et d'emprison d'avances, etc				8,000
Total des revenus dom	niaux		1	,201,278
			(6.)	
III. A	Droits	régaliens	ia i	
1. Administration des s Produit de la vente d'e 135,000 quintaux de sel à la livre. A déduire: a) Intérêt à 4°/0 du cap 600,000 fr., affecté administration, et po dessus sous la rubriqu rêts des capitaux b) Achat d'environ 13 quintaux de sel de Sui	nviron 7 ½ rp. oital de à cette rté ci- e Inté-	24,000	,012,500	
France et d'Allemagn c) Traitemens, remises de l'administration c	e et frais			
A reporter,	fr		,012,500	r

	Fr.	Fr.	Fr.
Report	553,475	1,012,500	
Dans cette somme sont com- pris les traitemens du direc- teur, 2,000 fr.; du premier commis, 1,500 fr.; du se- cond commis, 1,000 fr.; des huit facteurs des sels, à 200 f., outre leurs remises d'entrée et de sortie.			
d) Frais de voiture depuis les magasins frontières jusque			
dans l'intérieur et chez les débitans	80,000		
sur le montant des ventes, soit sur 1,012,500	50,625		
f) Remises aux débitans pour paiemens comptans	6,400		-
		690,500	
	28 280 = =		322,000
2. Poudres.			,
Le produit de cette administra- tion, après déduction de l'intérêt			
de son capital, porté ci-desus, est			0.000
évalué à			8,000
Produit net, environ Parmi les dépenses portées en			180,000
déduction, figure le traitement du			
directeur pour 2,000 fr. outre le logement, et celui du secrétaire-général pour 1,200 fr.; plus, 15,000 fr. pour achat de matériel et 16,000 fr. pour l'établissement de nouveaux messagers-piétons.		e e	
A reporter, fr			510,000

	Fr.	Fr.	Fr
Report			510,000
4. Mines. Recettes des dîmes, produits en nature, droits perçus pour con-			
cessions de fouilles, tourbières. Produit de la vente d'ardoises	3,630		
pour toitures	15,970		
Dépenses: Frais de surveillance et d'exploitation Pour l'ingénieur des mines , qui	4,665	17,600	
sera probablement nommé cette année : traitement et frais de de tournées, environ Pour l'administration des ar- doises :	1,000		
Traitement du caissier Frais de transport par terre et par eau , frais de fabrication et	700		
de bureau	44,535		
		14,900	
E Diagon montonagon dunito do		2 PM	2,700
5. Péages, pontonages, droits de chaussée et de licence; produit brut A déduire le traitement du se-		200,000	
crétaire (1,200 fr.) et des autres employés des péages, par Plus, les dépenses pour les bu- reaux de péage et de douanes, les	55,900		
bonifications et les frais de bureau	7,500	•	
		41,400	man t
			158,600
Total du produit des droits régaliens		<u>.</u>	671,300

TOTOLITA	10.		
	Fr.	Fr.	Fr.
IV. Impôts in	idirects		
1. Emolumens de chancellerie.			12,000
Nota. Les droits de patente et de con- cession qui, les années passées, figuraient sous cette rubrique pour environ 6,000 f., sont portés plus loin sous le chiffre 4.			
2. Droits de timbre.			
Produit brut		73,370	
quisition d'outils, salaire des ou- vriers	6,870		
remises aux débitans, frais de bu-	5,100	4.000	
		11,970	_
			61,400
3. Ohmgeld.		æ	
Produit brut, environ	* * * *	330,000	
péages et de l'ohm- geld	2,000		
l'ohmgeld	1,200		
Des inspecteurs de l'ohmgeld	7,740		
Frais de bureau, copistes, voya-	0.460		
ges, impressions	2,160	•	
	f	13,100	212.25
			346,900
A reporter, fr			390,300

	Fr.	Fr.	Fr.		
Report		• •	. 390,300		
D'après leur produit en 1837, en	viron .	• • •	. 93,650		
5. Taxes de dispense des exerciciservice militaire :	ES ET DU		*		
En moyenne, environ	· • ,• •		. 6,700		
6. Emolumens judiciaires			. 13,800		
7. Droits de mutation	_		. 61,000		
8. Amendes et confiscation	ons		7,000		
Total des impôts indirects .			. 572,450		
RÉCAPITULATION DES RECETTES.					
I. Solde actif des années précé	dentes		294,185		
II. Revenus domaniaux			1,201,278		
III. Droits régaliens			671,300		
IV. Impôts indirects		• •	572,450		
Total des recettes présu	ımées .		2,739,213		

1. Contingent à fournir à la caisse fédérale.

1. Contingent a journir a	ta caiss	re jeae	rate.
	Fr.	Fr.	Fr.
A. Suivant arrêté de la haute Diète du 9 septembre 1837, les Etats confédérés ont à payer à la caisse fédérale pour l'exercice de 1838, 1/7 de leur contingent			
en argent, ce qui fait pour l'E- tat de Berne	· • • •	÷ • •	. 14,868
20,000 fr. environ			4,000
Total du contingent à fournir à la caisse fédérale	 -		. 18,868
II. Grand-Co	nseil.		
A. Le Landammann reçoit, d'après le décret du 29 mars 1853			. 2,000
B. Indemnité de séjour et de voyage.			
Ces indemnités sont évaluées, en y comprenant celles des Sei- zeniers et des membres des Dé- partemens, à la somme de			. 22,000
Total des dépenses du Grand- Conseil			. 24,000

Fr. Fr. Fr.

III. Autorités administratives.

A. Conseil-exécutif.

1. Traitement de l'Avoyer des seize mem-		5,000	
bres du Conseil-exécutif, à f. 3,000 Traitemens supplémentaires de 200 fr. à chaque Président de De- partement, excepté à celui du Dé- partement diplomatique, traite- mens qui sont au nombres de 8, en y comprenant le supplément al- loué aux Présidens des deux Sec- tions du Département de la justice		48,000	
et de la police, et au conseiller d'Etat faisant les fonctions de di- recteur de la police centrale		1,600	
2. Crédit du Conseil-exécutif	1	- 4000	54,600
pour secours extraordinaires à accorder aux communes et aux particuliers, pour encouragement d'entreprises utiles, etc			30,000
pièce, en somme ronde 4. Chancellerie d'Etat : a) Traitemens : Du chancelier, outre le lo-			500
gement	2,400		
A reporter, fr	6,400		35,100

	\mathbf{Fr} .	Fr.	Fr.	
Report, fr	6,400		85,100	
Des deux secrétaires et tra- ducteurs français à 2,000 et 4,500 fr	3,500	E		
Des deux substituts à 1,200	0,300			
et à 1,000 fr	2,200			
De l'archiviste-registrateur Du sténographe rédacteur des délibérations du Grand-	1,200			
Conseil	4,600		120	
		14,900		
b) Copistes, frais d'impression et de reliure, fournitures de bu-				
reau		18,700		
c) Traduction et impression du		2,000		
bulletin des lois et décrets.		2,000	0+ 600	
5. Frais de missions, députations			35,600	
et voyages			4,000	
6. Deux questeurs à 1,000 fr., quatre huissiers d'Etat et deux				
messagers de la Chancellerie d'E-				
tat à 600 fr		5,600		
huissiers et des messagers de la				
Chancellerie, à chacun 40 fr.,				
d'après l'arrêté du Conseil-exé- cutif du 18 octobre 1832		240		
			5,840	
7. Service et entretien de l'hôtel			0 800	
du Gouvernement			2,500	
Total des dépenses du Conseil- exécutif	m m 4 4	20 a a a a	133,040	
		and a	***************************************	

1	Fr.	Fr.	Fr.
B. Autorités administratives des districts.			
1. Présets et Vice-Présets. a) Traitemens:			
1 ^{re} classe, 1 à 3,000 fr 2 ^e » 6 à 2,400 »	3,000 14,400	ta .	
3° » 6 à 2,000 »	12,000		
3° » 13 à 1,600 »			
5° » 2 à 1,200 »	2,400		
		52,600	
 b) Traitemens supplémentaires aux vice-préfets de Lauffon et 			
de la Neuveville, à chacun			
400 fr., en vertu du décret			
du 6 mai 1855		800	
c) Frais de bureau, approxima-		4 000	
d) Frais de chauffage pour les		4,000	
salles d'audience et les cham-			
bres d'attente des préfets et des			
tribunaux de district, environ	Service and service and		
325 toises de bois à 4 fr	4,300		
Frais d'exploitation et de	4 000		
transport, environ	1,200		
		2,500	
e) Loyers de salles d'audience : à			
Oberhasle, Gessenay et Bienne.	· · · · .	275	
3			60,175
2. Secrétaires de présecture :			500
A-comptes à leur payer sur le			
pied actuel, en attendant le rè- glement définitif de l'indemnité			
qui leur est due :			
a) Aux secrétaires de préfecture			-
A reporter, fr			60,175
The second of the second secon			,

*	Fr.	Fr.	Fr.
Report			60,175
de l'ancien canton, y compris Bienne, Courtelary et Moutier b) Aux secrétaires de préfecture et greffiers des tribunaux de	41,750		
district de Porrentruy, de De- lémont et des Franches-Mon- tagnes	6,940		
		18,690	
c) Loyers de bureaux pour les secrétariats de préfecture des districts du Haut-Simmen- thal, de Seftigen, Oberhasle,			
Gessenay et Bienne		565	
	,		19,055
3. Lieutenans-de-préfet. D'après le décret du 12 mai			
1834, il leur est alloué dans tout le	*		
Canton un traitement proportion- né à la population de leurs arron-			
dissemens respectifs, savoir: un			
mininum de 50 fr. pour les 500			
premières âmes, et 5 fr. pour chaque nombre de 100 âmes en sus,			
jusqu'au maximum de 600 fr. En			
conséquence, les 198 lieutenans-			
de-préfet recevront, à teneur des articles 3 et 6 de ce décret, et			
suivant état, une somme de			23,805
4. Huissiers de préfecture.	8	160	
Traitemens de 1 ^{re} classe, 1 à 160 f. » 2 ^e » 6 à 112 »		672	
$\begin{array}{cccccccccccccccccccccccccccccccccccc$		576	
» 4° » 13 à 80»		1,040	
A reporter, fr		2,448	105,055

DEPENSE	ES.		*
	Fr.	Fr.	Fr.
Report		. 2,448	403,033
Traitemens de 5 ^e classe, 2 à 64 ». " 6 ^e » 2 à 50 ».	,	128 100	
			2,676
Total des dépenses des autorités administratives des districts		· · · · -	105,711
C. Département diplomatique.		*	
1. Secrétariat et dépenses imprévues		* * *, *	1,000
Dépenses présumées, y com- pris le traitement du directeur	29,050 26,900		
Produit net b) Feuille française. Dépenses , sans déduction de son produit, qui est abandonné par accord		2,150	
à l'entrepreneur		3,150	
	1		1,000
Total des des dépenses du Dé- partement diplomatique			2,000
	-	-	
D. Département de 1	'INTÉRIEU	R.	
 4. Secrétariat. a) Traitemens : du premier secrétaire 	1 600		
A reporter, fr	1,600		

DEI ENG	20.		
	Fr.	Fr.	Fr.
Report	1,600		
du second secrétaire du troisième »	1,200 1,000		
		3,800	
b) Frais de bureau : copistes, im- pressions et fournitures		6,000	
			9,800
Pauvres. a) Secours directs à distribuer aux pauvres: Entretien, ali-			
mens, pensions, secours, éta- blissement polyclinique Secours et allocations en bois	13,650		
des forêts de l'Etat	30,000		
d'un hospice à Porrentruy.			
On porte ici pour 1838 la moitié du crédit de 10,000 fr.			
à demander dans ce but au Grand-Conseil	5,000		
		48,650	
b) Incorporés: Traitement du distributeur			
des secours aux incorporés .	4,200		
Secours, entretien, pensions, etc	22,900		
des bourgeoisies à des incor- porés	2,000		
Pour les deux établissemens créés en faveur des enfans d'incorporés pauvres :			
Le premier à Köniz pour 40	M 000		
garçons	5,000	10.000	0.000
A reporter, fr	34,100	48,650	9,800

- 30	Camera		
DÉPEN	SES.		2
	Fr.	Fr.	Fr.
Report	31,100	48,650	9,800
L'autre à Rueggisberg pour 40 filles	5,000	_	e e
*]		36,100	
c) Prébendes et distributions à la charge des domaines provenant des couvens supprimés. d) Subventions fixes en faveur des communes et des fonds des	• • • • •	52,800	*
pauvres: 1º Dans le Canton, à diverses communes et corporations 2º Hors du Canton, en faveur	6,500		
des Vaudois du Piémont	300		
		6,800	
3 Pensions. 4) Pensions civiles: A 7 pensionnaires de l'ancien Canton A 4 pensionnaires du Jura b) Pensions militaires Ancien Canton: Pensions accordées aux veuves et aux enfans des militaires morts, et aux militaires blessés dans les campagnes de 1798 à 1815, ainsi qu'à plusieurs invalides et à d'anciens gardes-suisses Jura: 75 pensionnaires	2,640 1,169 7,206 10,081	5,809	124,550
outa. 70 pensionnaires	10,081		
	_	17,287	
			21,096
A reporter, fr.		1	55,246

_ 39	_		8.
DÉPENS	SES.		2
	Fr.	Fr.	Fr.
Report			155,246
4. Etablissemens sanitaires. a) Crédit ordinaire: pour l'établissement de vaccination Pour travaux scientifiques, ordonnance médicale et phar-	2,500	v	
macopée	2,100		
contre les maladies contagieu- ses, pour secours, etc Traitement du secrétaire du	1,700		
collége de santé	100		
		6,400	
b) Ecole d'accouchement à l'u- niversité, et école des sages- femmes		7,400	
c) Pharmacie cantonale: Sup- plément de crédit pour frais d'organisation		1,000	
tretien. d) Salles de malades dans les districts, d'après le décret du 3 juillet 1835			
P. 6			28,800
5. Commerce et industrie: Pour favoriser diverses branches de l'industrie nationale 6. Education du bétail: a) Race chevaline: Primes à dis-	••••		5,500
A reporter, fr			189,546

	Fr.	Fr.	Fr.
Report			189,546
tribuer au concours des 10 marques de chevaux Frais de voyage et autres	4,600	×	
dépenses à ce sujet	1,000		
-	150	5,750).
b) Race bovine: Primes à distri- buer au concours des 6 ins- pections ordinaires	4,900		٠
penses pour les inspections.	850	5,750	_
7. Dépenses imprévues			44,500 3,000
Total des dépenses du Dépar- tement de l'intérieur			204,046
	_		
E. Département de la justi	CE ET DE	LA POLICE	•
1. Secrétariat et frais d'adminis- tration. a) Traitemens: Du premier secrétaire du Département	1,800		
Du secrétaire de la Section de justice	1,200		ā
Du premier secrétaire de la Section de police Du second secrétaire , nom- mé] provisoirement pour un	1,500		
A reporter, fr	4,500	-	

	Fr.	\mathbf{Fr} .	Fr.
Report	4,500		
an, par décision du Conseil- exécutif, en date du 7 juin 1837	4,000	5,500	đ
b) Crédit de la Section de jus- tice pour honoraires des con- sultations et rapports qu'elle est autorisée à demander à des		¥	
jurisconsultes		1,500	<u>N</u>
y compris les frais de bureau du procureur-général Pour la Section de police, comme en 1837	4,200 2,000		
		6,260	
* E			13,200
2. Travaux de législation : Indemnités de séance et frais de voyage des membres de la com- mission de législation, frais de ré- daction et de bureau			6,850
5. Caisse du Département. Dé- penses à sa charge dans les districts: Appareils contre les incendies, primes pour la destruction d'ani- maux nuisibles et police de la chasse, affaires diverses de police,			- ,
frais en matière criminelle et judiciaire, frais de détention Nota. Les remboursemens des frais de justice et d'emprisonnement sont portés aux recettes.			\$1,600
A reporter, fr	A 0 0 10 B 10		51,650

	Fr.	Fr.	Fr.
Report			51,650
4. Section de police. a) Direction de la police centrale:			9 7
Traitemens : Du directeur de la police cen- trale :		# ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## #	
Le supplément accordé au Conseiler-d'Etat qui en fait les fonctions, est porté ci-dessus. De son adjoint, y compris 400 fr. d'indemnité de logement 2,000 f. Du secrétaire, 1,200 f.,			
et de son substitut, 1000 f. 2,200 »	4,200		
Caisse de la police centrale: Frais de détention, recherche et arres- tation de criminels, police de sû-	4,200		
reté générale, police des nationaux et des étrangers	16,050		
penses imprévues	3,950	24,200	
N. B. Elle a à retirer sur cette somme environ 5,000 fr. qui figurent aux recettes, ensorte que l'excédant à payer par la caisse de l'Elat, se réduit à 19,200 fr., y compris les traitemens. b) Corps de la gendarmerie: Solde du commandant, 1,600 fr., d'un officier et de 233 hommes, solde d'invalides, primes et recompenses. Logement Equipement.	77,585 14,000 18,946		
A reporter, fr	110,329	24,200	51,650

	Fr.	Fr.	Fr.
Report	110,329	24,200	51,650
Armement, service de santé, inspections, frais de bureau, etc.	2,471		8
\ D !! 1 1 1!!		112,800	
c) Police de la ville. Traitemens :			
Du directeur, 1,600 fr., et			
pour indemnité de logement,			
250 fr 1,850 fr. Du secrétaire,			
1,000 fr., et de son			
substitut, 600 fr 1,600 »			
	3,450		
Solde, habillement et arme-	•		
ment des 15 gendarmes de la ville	7,254		
Frais de bureau, éclairage et	-,		
chauffage du corps de garde	1 600		
et de la chambre d'arrestation	1,600		
		12,304	
N. B. Elle aura à retirer environ 2,500 fr., qui figurent aux recettes et			
devront être défalqués des avances à faire par la caisse de l'Etat.			
d) Subvention pour procurer des			
bourgeoisies à des heimath-			
c) Maisons de force et de cor-		4,000	
rection.			
A Berne: Frais, y compris			
le traitement du directeur,			
2,000 fr.; du teneur de livres, 1,600 fr.; du substitut,600 f.;			
du médecin et chirurgien, 800	5000 0 ± 2 500		
fr., etc	58,400		
A reporter, fr	58,400	153,304	51,650

	$\mathbf{Fr}.$	Fr.	Fr.
Report	58,400	153,304	51,650
Dont il faut déduire pour produit présumé du travail, pour pensions, etc.	19,000		
A Porrentruy: Frais, y compris 700 fr. pour le traitement du directeur, 150 fr. pour celui des aumôniers et 500 fr. pour le régent. fr. 11,000 A déduire le produit présumé du travail par 5,000	39,400	A 3	
travail par 5,000	6,000	a .	
f) Introduction des nouveaux poids et mesures. Dépenses réelles: Traitement de l'inspecteur des poids et mesures Salaires des vérificateurs: 1 à 800 fr., 5 à 400, 1 à 200, pour six mois. Acquisition de poids et mesures-modèles, et des ustensiles de vérification.	1,000 1,500 10,000	45,400 12,500	011 90 1
5. Dépenses imprévues pour le			211,204
Département et ses deux Sections .			3,000
Total des dépenses du Dépar- tement de la justice et de la police			265,854

F. DÉPARTEMENT DES FINANCES.

	\mathbf{Fr} .	Fr.	Fr.
 Employés et bureaux. Secrétariat du Département : Traitemens : 			
Du premier secrét ^{re} f. 1,600 Du second » 1,000			
	2,600		
Frais de bureau : Copistes , impressions , fournitures , ser-			
vice	3,000		¥
		5,600	
b) Contrôle et caisse principale. Traitemens:		6	
Contrôleur-général fr. 2,000 Substitut du con-			
trôleur , » 1,200			
Caissier de l'Etat . » 1,800			
Frais de bureau:	5,000		
réviseurs, contrôleurs,			
payeurs, copistes »10,000 Fournitures de bu-		*	
reau, impressions, registres » 2,250	3		
Chauffage, éclai-			
Service et entretien			
du bâtiment » 450			
	13,000		
c) Commissariat des fiefs.		18,000	-
Traitemens:	<u> </u>		
A reporter, fr		23,600	

	Fr.	Fr.	Fr.
Report		23,600	
Du commissaire gé- néral fr. 1,600 De son adjoint » 800			2
	2,400		
Copistes, impressions et four- nitures de bureau	3,000		
		5,400	
d) Traitement du payeur des pen- sions militaires françaises		500	
	•		29,500
2. Traitement des receveurs de district			21,300
3. Déchet et entretien des provisions de grain et de vin encore exis-			
tantes			2,000
fication et d'abornement			4,250
suites pour dettes, en moyenne			1,250
6. Redevances et impôts dont sont grevées quelques propriétés de			
l'Etat			2,520
Traitement du directeur outre le logement		1,000	
Entretien des bâtimens, outils, machines, fourneaux, etc		1,000	
	,		2,000
Total des dépenses du Dé-		•	CO PPO
partement des finances			62,550

G. Département de l'éducation

G. DELAKTEMENT DE	L LD COME	2011	
	Fr.	F_{Γ} .	Fr.
1. Secrétariat.			
a) Traitemens:			
Du premier secrétaire	4,600		
Du second »	1,200		
De l'huissier	300	-	
		5,100	
b) Copistes, impressions, four-			
nitures de bureau, frais de			
voyage et indemnités aux exa-			
minateurs des candidats au			9
Stministère		7,000	
			10,100
2. Traitement du clergé protes-		ts as	
tant:			
a) Dotations fixées par décret			
du 18 décembre 1824 pour le	6		
traitement des membres du		-0-000	
clergé protestant		303,000	
b) Augmentations qu'elles ont			
subies depuis, y compris la nou-			
velle paroisse de Sonvillier décré-			
tée le 29 novembre 1837, et			
après déduction des diminutions			
résultant de la suppression de pla-	4		
ces ecclésiastiques		7,600	
Tatal las later's as 40°	-		
Total des dotations au 1 ^{er}		240 600	
janvier 1838		310,600	
c) Indemnités en argent pour bois		0.007	
et loyer, en sus des dotations.		2,693	
100		313,293	
A déduire le produit présumé		,	
de l'économie résultant des va-			
cances et du fonds de réserve.	and the second	1,693	
- The state of the	Karatia K		
A reporter, fr		341,600	10,100

EÉPENSES.

	Fr.	Fr.	Er.
Report		311,600	10,100
d) Bois à fournir aux pasteurs et aux diacres		7,400	519,000
3. Traitement du clergé catho-			
a) Quote-part au traitement de l'Evêque de Bâle et traitement			
des chanoines bernois		4,664	
b) Frais du culte catholique dans la capitale		2,400	
lique dans le Jura		51,910	
d) Pensions des anciens chanoines et employés du Prince-Evêque.		8,351	
e) Pensions ecclésiastiques dans le Jura		3,294	
			70,619
4. Objets divers à fournir pour le service des églises, tant en vertu de titres constitutifs (terriers)			
qu'en vertu d'anciens usages :		000	
a) Pain et vin pour la communionb) Supplément de traitement à	• • •	900	
quelques sacristains		200	
néfices collatifs , et subven- tions accordées à certains ec- clésiastiques placés hors du			
canton, y compris celles al- louées aux églises réformées			
de Lucerne, Soleure et Fri- bourg		4,050	
A reporter, fr		5,150	399,719

	Fr.	Fr.	Fr.
Report		5,150	599,719
porations religieuses et de biens d'église		150	
5. Etablissemens d'instruction publique. a) Université: Traitemens	69,300		5,300
1° Faculté de théo- logie : 3 professeurs ordi- naires , 3 extraordi-			e, e
naires fr. 10,900 Faculté de droit : 4 professeurs ordinaires , 3 extraordin . 14,600			
Faculté de médecine: 3 professeurs ord., 9 extraordinaires			
5 professeurs ord., 11 extraordinaires . 23,100 Honoraires du recteur 200			
Honoraires des pro- fesseurs agrégés 1,800 Salaire de l'appari-			
teur			
fr.69,300		San of	
3° Etablissemens subsidiaires. Bibliothèques fr. 2,500 Cabinet de physique et de chimie, labo- ratoire	16,872	2	
A reporter ir. 4,160	86,172	4.	405,019

– 50 – DÉPENSES.

		$\mathbf{Fr.}$	Fr.	Fr.
Report, fr.	4,160	86,472		405,019
Etablissement de po-		-		,
lyclinique	600		*	
Collections zoologi-				
que, botanique et fo-				
restière, herbier, pé-				(6)
pinière, jardin bota- nique	2,600		i)	
Collections d'instru-	2,000			
mens de chirurgie .	300			
Anatomie et école				
vétérinaire	2,712			
Beaux-arts	500			
Bourses, indemnités				
de logement à des ins-				
tituteurs, prix, frais de voyage, d'entretien				
et d'administration .	6,000			
_				
fr	16,872			
A déduire les recettes	s présu-			
mćes ·		2,520		
Total pour l'universi	té		83,652	
b) Gymnase supérieur :				
Traitement de 12 inst		0 0		
de 200 à 1,800 fr.		9,980		
A déduire les recettes	-	4 100		
mées		1,100		
. \ D	- Park		8,880	
c) Progymnase ou écol raire:	e nite-		É	
Traitement des 10 n	naîtres			
du directeur et du pi	0.00	13,950		
A déduire les recett				
sumées		2,950		
	-		11,000	
1				100.513
A reporter	ir.		105,532	405,019

	Fr.	Fr.	Fr.
Report		105,532	405,019
d) Ecole élémentaire: Traitement des 5 maîtres. Recettes présumées	4,700 3,000	•	3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3
e) Ecole industrielle: Traitement des 9 maîtres. A déduire les recettes présumées	7,870 800	1,700	
f) Etablissemens subsidiaires		7,070	
pour les gymnases et les éco- les:		5,780	
nase de Bienne du collége de Porrentruy du collége de Delémont de l'école secondaire de	5,025 4,725 4,350		
Thoune	940		
•	12,040		
Subventions à 15 écoles se- condaires déjà existantes Subventions à des écoles se-	16,000		
condaires à établir	12,000		
,		40,040	
 h) Supplément de traitement accordé à des régens d'école, soit par titres constitutifs, soit en vertu d'anciens usages i) Ecoles primaires : Frais d'amélioration et subventions , savoir : 		1,340	
A reporter, fr.		159,462	405,019

	Fr.	Fr.	Fr.
Keport		159,462	405,019
Pensions et secours extraor- dinaires accordés à des régens d'école primaire Subventions en faveur de quelques écoles, de bibliothè- ques populaires ou à l'usage	6,000		
des régens, des sociétés de chant, etc	10,000		
vail pour les filles, écoles de petits enfans	17,000		
pour des enfans pauvres Supplément de traitement	2,000		
des régens	150,000	100	
truction de maisons d'école Commissariats d'écoles Récompense de services ex-	20,000 5,500		,
traordinaires, achat de livres et autres moyens d'instruction	1,000		
		211,500	
 k) Etablissemens destinés à for- mer des régens : Ecole normale de München- 			
buchsee	29,000		
de mobilier	12,000		
et de répétition	6,000		
pour les maîtresses d'école	3,000	*	
		50,000	
A reporter fr.		420,762	405,019

_ 53 -	No.			
DÉPENSES.				
	$\mathbf{Fr}.$	Fr.	Fr.	
Report		420,762	405,019	
1) Institut des sourds-mucts à				
Frienisberg	10,000 1,500			
- R		11.500		
9 - 6	# N		432,262	
Total des dépenses du Dépar-			:	
tement de l'éducation			857,284	
-	-			
H. Département	MILITAIRE			
1. Secrétariat et autorités admi-				
nistratives.				
a) Secrétariat du Département :				
Traitemens:	1.000	×		
Du secrétaire	1,600			
Du concierge, avec indemnité	480			
de logement	4.00			
impressions, fournitures	1,600			
•	BESTON HORSE STATE OF STREET, 4	3,68	Ω.	
b) Inspecteur général des milices:		9,00	,	
Traitement et rations de four-			*	
rage `	4,657	1		
Traitemens :				
Du premier secrétaire	1,6,00			
Du second secrétaire	1,000			
Du concierge du bureau de	565			
place	200		2	
	7,622		•	
Frais, de bureau : copistes ,	<i>k</i> 000			
impressions, fournitures, etc.	4,000		2	
		11,622	<u> </u>	
A reporter fr	•	15,302	20	

	Fr.	Fr.	Fr.
Report		15,302	
c) Commissariat des guerres:	12		
Traitemens:			
Du commissaire des guerres	1,600		
De son adjoint Salaire du concierge et des	1,200	32	
inspecteurs des fourrages et			
du chantier, à chacun 10 batz			
par jour	4,095	٠	
	3,895		
Frais de bureau	800		
Magasin d'habillement : sur-			
veillance, journées, acquisition de différens effets	550		
tic unicidis chets		N OF R	
d) Administration de l'arsenal:		5,245	y.
Traitemens:			
De l'inspecteur de l'arsenal,	= 192		
outre le logement	1,200		
De son adjoint	800		
outre 250 fr. pour indemnité			
de logement	450		
•	2,450		
Frais de bureau	200		
		2,650	
e) Médecin en chef : Son traitem ^t .		400	
f) Autorités militaires d'arron-			
dissement:	0 800		
Aux 8 command. d'arrond. Aux 22 adjudans d'arrondis-	3,500	8	
sement	2,875	78 29	
A 153 instructeurs dans les			
quartiers de recrutement	4,530	#2 6 50kg K	
*	8	10,905	
A reporter fr.		34,502	

	$\mathbf{Fr.}$	Fr.	Fr.
Report		54,502	
g) Conseils de guerre : Frais de leur tenue		400	
*	*		54,902
 2. Formation, habillement et armement des milices: a) Formation: Revues pour organiser et compléter les corps. b) Habillement des recrues: 34 sapeurs, 112 artilleurs, 71 soldats du train, 28 chas- 	• • • •	1,200	
seurs à cheval, 175 carabi- niers et 1450 hommes de l'in- fanterie	56,270 4,780		
		58,050	
c) Armement: Indemnités d'armement à des carabiniers: 175 à 60 fr. suivant le nouveau règlement et 40 à 30 fr	11,700		
nées, munitions, etc	200		
d) Equipement : Pour harnache-		11,900	
ment de 28 chevaux de cava- lerie		2,520	
sous-officiers nommés officiers f) Prix pour chevaux de cavalerie		400 200	
// 111x pour encyaux de cavalerre		A 0 0	# 0F0
*			74,270
A reporter, fr.			109,172

	Fr.	Fr.	Fr.
Report			109,172
 5. Instruction des troupes: a) Ecole militaire fédérale b) Ecole militaire théorique: Achat d'ouvrages pour la bi- 		3,500	Z on
bliothèque militaire		300	
Traitement de l'écuyer Entretien du manége	2,500 200		
4) Faala militaina mustimus .		2,700	
d) Ecole militaire pratique: 1º Traitement de l'adjudant	4 000		
d'instruction	1,200		
teurs extraordinaires et leçons d'armes	900		
Solde et entretien avec les ra- tions de 10 chevaux fr. 18,000 Habillement et équi-			
pement 2,568 Achat de chevaux,			
ferrure, service vété- rinaire, etc 875			# .
4º Troupes à appeler	21,443		
à l'instruction : Cadets et officiers pour			
les nouveaux bataillons à former, 40 hommes 7,348			
Dépôts : 32 hommes du petit état-major et			
instructeurs, 60 tambours et trompettes . 2,844 Recrues: 2,280 hom-			
A reporter, fr. 10,192	23,543	6,500	109,172

	2	Fr.	Fr.	Fr.
Report 1	0,192	23,543	6,500	109,172
mes de toutes armes et remonte de chasseurs à cheval	2,537			
		82,729		
5º Frais du contin- gent bernois au camp fédéral :				
Cavalerie: 1 compa- gnie, 60 hommes pen- dant 9 jours, outre				
	1,429			
Infanterie: Bataillons				
n ^{os} 2, 3 et 5 au com- plet pendant 9 jours,				
et avec 50 hommes				
par compagnie pen-				2
dant 7 jours 1	8,564			
		19,993		
6º Inspections fédé-				
rales et cours de ré- pétition.				
Artillerie: 4 compa-				
gnies avec train, cha-				
cune un mois, outre les				
journées de route 14 Carabiniers : 2 com-	1,988			
	2,070			
Infanterie: Bataillons	,			
nos 7 et 8, 5 jours,				
outre les jours de route 1!	1,832			
WORK II		28,890		
7º Munitions et louage de		8 000		
vaux pour les manœuvres	_	8,000		
A reporter, fr	1	63,155	6,500 4	09,172

	Fr.	Fr.	Fr.
Report	163,155	6,500	109,172
8º Réparation d'objets d'armement et d'équipement, fer- rure de chevaux, fermages .	5,000		
		168,155	
e) Revues d'exercices des cara- biniers, indemnités de muni- tion		2,800 8,000	
w			185,455
4. Service de garnison dans la			, , , , ,
 d. Service de garnison dans la capitale: a) Musique de la garnison; traitemens et autres frais b) Casernes: Traitemens, matériel chauffage, éclairage, meubles c) Corps de garde et bâtimens militaires d) Service de santé: Hôpital militaire, traitement de chevaux malades		800 7,933 1,000 5,200	- 4 <i>A</i> . 033
R Dinamas dinamas frais im			14,933
5. Dépenses diverses, frais im- prévus			4,000
 a) Entretien ordinaire de l'établissement et du matériel b) Augmentation du matériel, acquisitions nouvelles: Grosse artillerie: Refonte de 8 pièces de 4	2,000	12,530	<u> </u>
A reporter, fr	2,000	12,530	313,560

	Fr.	Fr.	Fr.
Report	2,000	12,530	515,560
Train: 4 affûts de pièces de 4 et 2 chariots de division Armes: 917 sabres d'infan-	2,400		
terie, d'artillerie et du petit état-major	4,890		
Buffleterie: 800 baudriers et 1,000 fourreaux de baïonnettes	2,600		
Divers objets d'équipement .	2,410		
		14,300	
			26,830
Total des dépenses du Départe- ment militaire			540,390
		-	
	*		
I. Département des te	RAVAUX PU	BLICS.	
1. Administration et secrétariat. a) Traitemens:			
Du premier secrétaire	4,800		
Du second secrétaire	1,000		
Du caissier	1,800		
publics	2,000		
Des deux ingénieurs en chef			
des ponts et chaussees, et des travaux hydrauliques. (Leurs			
places sont vacantes.)			
Des quatre ingénieurs d'ar-			
rondissement, a 2,400 fr., et des 8 inspecteurs, à 800 fr.	16,000		
des o hispecteurs, a doo ii.	10,000	00 000	
b) Matériel: copistes, fourni-		22,600	
A reporter, fr.		22,600	

	Fr.	Fr.	Fr.
Report		22,600	
tures de bureau, impressions, service		7,500 2,000	
Frais de voyage et indemnités de déplacement aux membres du Département Frais de voyage des employés ordinaires	1,000 2,000		
Traitement d'ingénieurs en service extraordinaire, y com- pris celui de l'adjoint provisoi- re des bâtimens publics, et non compris les surveillans à com- missionner pour des travaux			
d'une grande étendue	4,800		
·		7,800	
2. Edifices publics, ponts et chaus- sées, démolition des remparts: a) Entretien ordinaire des bâti- mens civils, cures, églises, prisons et autres relevant du domaine, y compris les tra- vaux à faire dans les établisse- mens d'éducation de Rueggis- berg et Köniz, pour les enfans			39,900
d'incorporés D' Constructions nouvelles déjà décrétées: Pour le diaconat et l'église d'Hasle im Grund	18,000	99,000	
A reporter, fr	18,000	99,000	59,900

	Fr.	Fr.	Fr.
Report	18,000	99,000	39,900
Maison de péage à Roggwyl	5,000		
Logemens de gendarme : à			
Huttwyl, 4,000 fr.; à Bon-	7 000		
Court, 3,000 Pont sur la Sulg, près Thoune	7,000 43,000		
Eglise et presbytère d'Heimi-	10,000		
schwand, solde	3,886	•	
		46 QQG	
c) Assurance des bâtimens de		46,886	
l'Etat contre l'incendie		4,000	
d) Démolition des remparts de		,	
Berne, pour 1838		10,000	
*	ř.		459,886
3 Routes.			
a) Entretien ordinaire des routes:			
Salaire des cantonniers, voi-			
turage des matériaux, travaux d'art	61,350		
b) Acquisition de carrières de	01,000	v.	
gravier	4,000		
		165,330	
c) Etablissement de nouvelles		.00,000	
routes et corrections déjà dé-		a ***	
crétées			
Correction des passages du Grimsel et du Susten	5,000		
Nouvelle route de Zweisim-	0,000		
men à Gessenay:			
Sur le crédit de fr. 174,000			
il a été dépensé jus-			
qu'à la fin de 1837 . 112,000			
Sur la somme dis-			
ponible de 62,000	20.000		
on porte en ligne pour 1838.		-	A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH
A reporter, fr	57,000	465,330	199,786

	Fr.	Fr.	Fr.
Report	57,000	165,530	199,786
Route de Lyss à Hindelbank, pour 1858	46,000		
le district de Schwarzenbourg Route de Melchrau: solde	30,000		
de 30,000 fr	25,000		
Fuhren et de Blindenbach Route de la Wannenfluh jus-	19,375		
qu'à la montée de Flühlen et au Zollbrück	15,000		
ce rayon de route	16,646		
Route depuis le moulin du Pichoux jusqu'à Chételat Route du lac de Bienne avec	12,000		
embranchement sur Nidau par le Paskart	80,000	ı	
	<u>.</u>	299,021	
h // // // // // // // // // // // // //			464,351
 4. Travaux hydrauliques. a) Travaux hydrauliques ordinaires: 			g (A)
Entretien des digues à la charge de l'Etat, secours, trai- tement des maîtres des di-			
gues, etc		10,000	
Contributions pour travaux hydrauliques sur l'Aar entre Thoune et Berne	10,000		e a
A reporter, fr	10,000	10,000	664,137

		Fr.	
Report	10,000	10,000	664,137
Pour travaux hydrauliques: Sur la Kander, l'Engstligen et la Sulg Le long de la Lütschinen Sur l'Aar dans l'Oberhasle Sur l'Alpbach dans l'Oberhasle Dans la vallée de la Lenk Constructions de digues sur l'Aar à la Mühlau près d'Aar-	4,000 1,000 3,000 1,000 1,000		X
berg	10,000		
		53,000	
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	,		43,000
Total des dépenses du Dépar- tement des travaux publics .	• • • • •		707,157

IV. Autorités judiciaires.

A. COUR D'APPEL.

1. Traitemens:			
Du président		5,000	
Des dix juges à 2,800	fr	28,000	
Indemnités de séance	des 4		
suppléans		2,000	
			33,000
2. Greffe et parquet.	e		99,000
a) Traitemens:			
Du greffier de la cour	1,800		*
A reporter, fr.	1,800		33,000

4	Fr.	Fr.	Fr.
Report 1,800	110,529	24,200	51,650
Des deux secrétaires	,		
des commissions, l'un			
à 1,400 fr., et l'autre			
à 1,000 fr 2,400			
Du procureur général 2,500			
De son substitut 1,600	*		
De l'huissier, y com-			
pris 40 fr. d'indemni-			
té pour son costume 640			
	8,940		
b) Matériel: copistes, impressions	0,0.0		
et fournitures de bureau, y			
compris 100 fr. pour la biblio-			
thèque de la cour	7,100		
		10 010	
	_	16,040	
		1	49,040
B. Autorités judiciairi	ES DES DIST	RICTS.	***************************************
1. Présidens des tribunaux de			
district:			
Ire classe: Un à 2,400 fr., ce-			
lui de Berne	2,400		
Pour l'adjoint du président du			
tribunal de Berne, suivant			
arrêté du Conseil-exécutif du			
7 mars 1835	1,400		
Pour le juge d'instruction du			
même district	1,600		
Pour son secrétaire	1,000		
II ^e classe: six à 2,000 fr	12,000		
III ^e » cinq à 1,800 fr IV ^e » guatorze à 1,400 fr.	9,000		
778 1 000 C	4,000		
v » quatre a 1,000 fr			
	51,000		
A repo ter, fr	31,000		49,040

	Fr.	Fr.	Fr.
Report	51,000		49,040
Loyer des salles d'audience des districts de Seftigen, Bienne, Gessenay et Oberhasle Frais des greffes: Approximativement	415 2,000		
	terraneous and a second	53,415	
2. Tribunaux de district: I ^{re} classe: un tribunal (à Ber- ne), à 800 fr. pour chaque juge	3,200	,	
Au juge du tribunal de district faisant les fonctions de juge de	0,200		
paix à Berne	300		
rentruy) à 400 fr. pour chaque juge	1,600		
300 fr. pour chaque juge IVe classe : quatorze tribunaux	12,000		
à 250 fr. pour chaque juge Ve classe : quatre tribunaux à	14,000	8	
150 fr. pour chaque juge Indemnités de séance des juges	2,400		
suppléans, à 4 fr	1,600		
		55,400	
3. Greffes: Loyers à payer pour les greffes des districts du Haut-Simmenthal, de Settigen Konolfingen Gesse			
de Sestigen, Konolfingen, Gessenay, Oberhasle, Bienne, Cerlier, la Neuveville, Thoune et Laupen.		650	ē
A reporter, fr		89,145	49,040

DÉPENSI	ES.						
	Fr.	Fr.	Fr.				
Report		89,145	49,040				
4. Huissiers des tribunaux de							
district;							
1re classe: un à 150 fr	150						
Ile « six à 80 fr	480						
IIIe » cinq à 70 fr	350						
IV ^e » quatorze à 60 fr	840	9,8					
Ve » quatre à 50 fr	200						
		2,020					
			91,165				
Total des dénances nous les		-	,				
Total des dépenses pour les autorités judiciaires			140,205				
autorites judiciaires			140,203				
		_					
D		£	-				
RÉCAPITULATION D	ES DI	EPENS	ES.				
I. Contingent à fournir à la							
caisse fédérale							
III. Autorités administra-							
tives:							
A. Conseil-exécutif							
B. AUTORITÉS ADMINISTRATIVES	4.0	DE 714					
DES DISTRICTS							
C. DÉPARTEMENT DIPLOMATIQUE 2,000							
D. DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR 204,046 E. DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE							
ET DE LA POLICE	9	65 854					
F. DÉPARTEMENT DES FINANCES.							
G. DÉPARTEMENT DES FINANCES							
H. Département militaire							
I. DÉPARTEMENT DES TRAVAUX		.0,000	350				
PUBLICS	70	7,137					
8		2,	658,009				
A reporter, fr		2,7	700,877				

	$\mathbf{Fr.}$	Fr.	Fr.
Report			2,700,877
IV. Autorités judiciaires			140,205
Total des dépenses présumées			2,841,082

BALANCE.

Total des recettes présumées		٠	•		•	•			2,739,213
Total des dépenses »	٠	•	•	÷	٠	•	•	•	2,841,082
Excédant présumé des dépens	ses	S	•	•	•	•	•	•	401,869

Ainsi arrêté par le Grand-Conseil les 22 et 23 février 1838.

Le Landammann,

J. SCHNELL.

Le Chancelier,

HÜNERWADEL.

DĖGRBR

DU GRAND-CONSEIL

sur la Cession du Château de Porrentruy pour la fondation d'un Hospice de pauvres.

(26 février 1838.)

LE GRAND-CONSEIL

DE LA RÉPUBLIQUE DE BERNE,

Vu l'arrêté du Conseil-exécutif du 27 septembre 1837, et le procès-verbal de l'assemblée des délégués des 37 communes du district de Porrentruy, en date du 31 octobre même année;

Considérant que la majorité des habitans de ce district qui ont assisté aux assemblées communales régulièrement tenues le 29 octobre, de même que la majorité des délégués de ces communes, ont exprimé le vœu que l'excédant du produit des droits d'enregistrement, qui leur appartient, fût employé à fonder, dans l'ancien château de Porrentruy, un hospice pour les pauvres et les orphelins, sous les réserves énoncées audit arrêté du Conseilexécutif;

Considérant que les communes du district de Porrentruy ne sauraient faire un meilleur usage de leurs ressources, et qu'il est du devoir de l'Etat d'encourager des établissemens qui ont pour but de secourir l'indigence et de prévenir le paupérisme; Sur le rapport du Département de l'intérieur et après délibération du Conseil-exécutif,

DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER.

Le château de Porrentruy, avec ses dépendances, est abandonné aux communes de ce district pour y fonder un hospice et une maison d'orphelins.

ART. 2.

Les droits d'enregistrement appartenant aux communes, déduction faite des dépenses annuelles ordinaires à la charge du district, actuellement prélevées sur leur produit, forment la dotation de cet établissement, et ils serviront à le continuer et à l'entretenir, sauf les modifications que la loi pourrait apporter dans la perception et la destination des droits d'enregistrement.

Toutefois les communes ne pourront que de leur plein gré être tenues à d'autres contributions en faveur de cet établissement.

Art. 5.

Les réparations du château seront faites sous la direction et la surveillance d'un employé des bâtimens publics. L'État se charge du quart des frais de réparation, depremier établissement et d'ameublement, sans que cequart puisse toutefois dépasser la somme de 10,000 fr.

ART. 4.

L'établissement sera administré par une commission présidée par le préfet, et dont les membres seront nommés par les communes. Le règlement d'organisation et

d'administration, de même que les comptes annuels seront soumis à l'approbation du Conseil-exécutif.

ART. 5.

La tour dite Rehfuss ne pourra être démolie; elle sera au contraire conservée et soigneusement entretenue dans son état actuel. L'Etat se réserve la propriété, et la libre jouissance par le passage ordinaire, de la tour dite du Coq, servant de dépôt aux archives du pays.

ART. 6.

Dans le cas où d'autres districts ou communes du Jura voudraient aussi participer à cet établissement, la faculté leur en est réservée, moyennant contribuer à toutes les dépenses dans la même proportion que les communes du district de Porrentruy, et ils jouiront également et dans la même mesure, des avantages de la présente donation.

ART. 7.

En cas de liquidation de l'établissement, on prendra pour base de la part revenant à l'Etat, une valeur estimative de 10,000 francs pour les bâtimens, et la somme de 10,000 francs au plus pour sa contribution en argent.

ART. 8.

Le présent décret sera imprimé dans les deux langues et inséré au Bulletin des lois et décrets.

Donné en Grand-Conseil à Berne, le 26 février 1838.

Le Landammann,

J. SCHNELL.

Le Chancelier,

HÜNERWADEL.

DŘCRRR

DU GRAND-CONSEIL

pour la modification partielle de la Loi du 21 décembre 1816 sur les Etrangers.

(28 février 1838.).

LE GRAND-CONSEIL

DE LA RÉPUBLIQUE DE BERNE,

Considérant que, pour apporter plus de régularité dans la délivrance des passeports, il est nécessaire de modifier, en partie, l'ordonnance du 21 décembre 1816 sur le séjour des étrangers, leur établissement, leurs mariages et, autres rapports qui sont du ressort de la police;

Sur la proposition de la Section de police et après délibération du Conseil-exécutif,

DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER.

Est abrogée la disposition de l'article 10, titre premier de l'ordonnance précitée, qui porte que le droit de délivrer et de viser les laissez-passer est exclusivement réservé, dans la capitale, à la Direction de la police centrale, et, dans le reste du pays, aux Préfets.

ART. 2.

A l'avenir, tous les passe-ports pour l'étranger devront être délivrés par la Direction de la police centrale.

ART. 3.

Le Conseil-exécutif est chargé de rendre les ordonnances qu'exige l'exécution du présent décret.

Ce décret entrera en vigueur le 1^{er} avril prochain; il sera publié en la forme accoutumée et inséré au Bulletin des lois et décrets.

Donné en Grand-Conseil à Berne, le 28 février 1838.

Le Landammann,
J. SCHNELL.

Le Chancelier,
Hünerwadel.

TEST

DU GRAND-CONSEIL

sur l'Etablissement d'une Justice inférieure et d'un Tribunal de mœurs particuliers pour le Diaconat du Buchholterberg.

(4er mars 1838.)

LE GRAND-CONSEIL

DE LA RÉPUBLIQUE DE BERNE, Considérant que les communes du Buchholterberg et